GGB REPRINTS
FRENCH / ENGLISH

Le sionisme et le Troisième Reich

Mark Weber

Au début de 1935, un bateau rempli de passagers, à destination de Haïfa en Palestine, quitta le port allemand de Bremerhaven. Sa poupe portait son nom en lettres hébraïques : «Tel-Aviv», alors qu'un drapeau à croix gammée flottait en haut du mât. Et bien que le bateau était une propriété sioniste, son capitaine était un membre du Parti National-socialiste. De nombreuses années plus tard, un ancien passager du bateau appela cette association de symboles «une absurdité métaphysique». Absurde ou pas, il s'agit d'une facette d'un chapitre peu connu de l'histoire : la collaboration de grande ampleur entre le sionisme et le Troisième Reich hitlérien.

Objectifs communs

Pendant des années, des gens de nombreux pays se sont interrogés sur la «question juive» : c'est-à-dire, quel était le rôle exact des juifs dans les sociétés non-juives ? Pendant les années 30, les juifs sionistes et les Allemands nationaux-socialistes ont partagé des vues similaires sur la manière de résoudre cette embarrassante question. Ils étaient d'accord sur le fait que les juifs et les Allemands étaient deux nationalités différentes, et que les juifs n'appartenaient pas à l'Allemagne. Les juifs vivant dans le Reich n'étaient donc pas considérés comme des «Allemands de confession juive», mais plutôt comme des membres d'une communauté nationale distincte. Le sionisme (nationalisme juif) impliquait aussi l'obligation pour les juifs sionistes de s'établir en Palestine, la «patrie juive». Ils auraient difficilement pu se considérer eux-mêmes comme des sionistes sincères et réclamer simultanément l'égalité des droits en Allemagne ou dans n'importe quel autre pays «étranger».

Theodor Herzl

Theodor Herzl (1860-1904), le fondateur du sionisme moderne, soutenait que l'antisémitisme n'était pas une aberration, mais une réaction naturelle et parfaitement compréhensible des non-juifs aux comportements et aux attitudes des étrangers juifs. La seule solution pour les juifs, disait-il, est de reconnaître la réalité et de vivre dans un état séparé. «La question juive existe partout où les juifs vivent en nombre important», écrivait-il dans son ouvrage le plus connu, L'Etat juif. «Là où elle n'existe pas, elle est provoquée par l'arrivée des juifs ... Je crois que je comprend l'antisémitisme, qui est un phénomène très complexe. J'observe ce phénomène en tant que juif, sans haine ni crainte.» La question juive, soutenait-il, n'est ni sociale ni religieuse. «C'est une question nationale. Pour la résoudre, nous devons avant tout en faire une question internationale ...». Quelle que soit leur nationalité, insistait Herzl, les juifs ne constituent pas simplement une communauté religieuse, mais une nation, un peuple, un «Volk». Le sionisme, écrivait Herzl, proposait au monde «une solution finale de la question juive».

Six mois après l'arrivée de Hitler au pouvoir, la Fédération sioniste d'Allemagne (de loin le groupe sioniste le plus important dans le pays) soumit au

nouveau gouvernement un mémorandum détaillé qui faisait le point sur les relations germano-juives et proposait formellement l'appui sioniste pour «résoudre» l'épineuse «question juive». La première étape, suggérait-il, devait être une franche reconnaissance des différences nationales fondamentales :

> Le sionisme n'a pas d'illusions sur la difficulté de la condition juive, qui consiste avant tout en un modèle d'occupation anormale, et dans l'erreur d'une posture intellectuelle et morale, non-enracinée dans une tradition nationale. Le sionisme a reconnu depuis des décennies qu'en conséquence de la tendance assimilationniste, des symptômes de détérioration apparaîtraient forcément ...
>
> Le sionisme pense que la renaissance de la vie nationale d'un peuple qui est à présent en train de se produire en Allemagne, par le réveil de son identité chrétienne et nationale, doit aussi survenir dans le groupe national juif. Pour le peuple juif aussi, l'origine nationale, la religion,le destin commun et le sens de son unicité, doivent être d'une importance décisive pour la suite de son existence. Cela signifie que l'égoïsme individualiste de l'ère libérale doit être dépassé et remplacé par le sens de la communauté et de la responsabilité collective ...
>
> Nous croyons que c'est précisément la Nouvelle Allemagne [nationale-socialiste] qui peut, par une résolution audacieuse dans le traitement de la question juive, faire un pas décisif en vue de la résolution d'un problème, qui en vérité, devra être traité avec la plupart des peuples européens ...
>
> Notre reconnaissance de la nationalité juive réclame une relation claire et sincère avec le peuple allemand et ses réalités nationale et raciale. Précisément parce que nous ne souhaitons pas falsifier ces fondements, parce que nous aussi sommes contre les mariages mixtes et pour le maintien de la pureté du groupe juif, et rejetons tout empiétement dans le domaine culturel, nous pouvons -- ayant été élevés dans la langue et la culture allemandes -- trouver intérêt aux travaux et valeurs de la culture allemande, avec admiration et sympathie ...
>
> Pour ses objectifs pratiques, le sionisme espère être capable d'obtenir la collaboration même d'un gouvernement fondamentalement hostile aux juifs, parce que pour résoudre la question juive les sentiments ne comptent pas, mais seul un réel problème dont la solution intéresse tous les peuples et actuellement, particulièrement le peuple allemand ...
>
> La propagande pour le boycott -- tel qu'il est actuellement pratiqué contre l'Allemagne sous de nombreuses formes -- est par essence parce que le sionisme ne désire pas l'affrontement mais [désire] convaincre et construire ...
>
> Nous ne sommes pas aveugles au fait que la question juive existe et continuera à exister. De cette situation anormale, des désavantages sévères résultent pour les juifs, mais aussi des conditions à peine tolérables pour d'autres peuples.

Le journal de la Fédération, la *Jüdische Rundschau* («Revue juive»), proclama le même message: «Le sionisme reconnaît l'existence d'un problème juif et désire une solution constructive et à long terme. Dans ce but, le sionisme souhaite obtenir l'assistance de tous les peuples, qu'ils soient pro- ou anti-juifs, parce que de son point de vue, nous avons affaire ici à un problème concret plutôt que sentimental, dont la solution intéresse tous les peuples.» Un jeune rabbin de Berlin, Joachim Prinz, qui s'installa plus tard aux Etats-Unis et devint le leader du Congrès juif Américain, écrivit en 1934 dans son livre, *Wir Juden* («Nous, juifs»), que la révolution nationale-socialiste en Allemagne signifiait «la Judaïté pour les juifs». Il expliqua : «Aucun subterfuge ne peut nous sauver à présent. A la place de l'assimilation, nous désirons un nouveau concept :

reconnaissance de la nation juive et de la race juive.»

Collaboration active

Sur la base de leurs idéologies similaires pour l'ethnicité et la nationalité, les Nationaux-socialistes et les sionistes travaillèrent ensemble pour ce que chaque partie pensait être son propre intérêt national. En conséquence, le gouvernement de Hitler appuya vigoureusement le sionisme et l'émigration juive en Palestine de 1933 à 1940-41, lorsque la Deuxième Guerre Mondiale empêcha une collaboration poussée.

Même lorsque le Troisième Reich se ferma davantage, de nombreux juifs allemands, probablement une majorité, continuèrent à se considérer, souvent avec une grande fierté, comme des Allemands avant tout. Peu furent enthousiasmés par la perspective de se déraciner pour commencer une nouvelle vie dans la lointaine Palestine. Cependant, de plus en plus de juifs allemands se convertirent au sionisme pendant cette période. Jusqu'à la fin de 1938, le mouvement sioniste s'épanouit en Allemagne sous Hitler. La diffusion du bimensuel de la Fédération sioniste *Jüdische Rundschau* augmenta énormément. De nombreux livres sionistes furent publiés. «L'activité sioniste était en plein essor» en Allemagne pendant ces années, note l'*Encyclopaedia Judaïca*. Une convention sioniste se tint à Berlin en 1936, reflétant «dans sa composition la vie vigoureuse du parti des sionistes allemands».

La SS fut particulièrement enthousiaste dans son appui au sionisme. Une circulaire interne SS de juin 1934 recommandait un appui actif et de grande ampleur au sionisme, de la part du gouvernement et du Parti, comme la meilleure manière d'encourager l'émigration des juifs d'Allemagne en Palestine. Cela nécessitait une plus forte prise de conscience des juifs. Les écoles juives, les associations sportives juives, les associations culturelles juives -- bref, tout ce qui pourrait encourager cette nouvelle perception et prise de conscience -- devaient être encouragées, recommandait la circulaire.

L'officier SS Leopold von Mildenstein et le représentant de la Fédération sioniste Kurt Tuchler partirent ensemble en Palestine pour six mois, afin d'évaluer le développement du sionisme dans ce territoire. Se basant sur ses observations de première main, Von Mildenstein écrivit une série de douze articles illustrés dans l'important quotidien berlinois *Der Angriff* [le journal lancé par Goebbels en 1927, NDT], qui furent publiés à la fin de 1934 sous le titre « Un Nazi voyage en Palestine». Les articles exprimaient une grande admiration pour l'esprit pionnier et les réalisations des colons juifs. Le développement du sionisme, écrivait Von Mildenstein, avait produit une nouvelle sorte de juif. Il faisait l'éloge du sionisme comme étant un grand bienfait pour le peuple juif et pour le monde entier. Un foyer national juif en Palestine, écrivait-il dans son dernier article, «montre la voie pour guérir une blessure vieille de plusieurs siècles sur le corps du monde : la question juive». *Der Angriff* fit frapper une médaille, avec une svastika sur une face et une étoile de David sur l'autre, pour commémorer la visite conjointe SS-sioniste. Quelques mois après la parution des articles, Von Mildenstein fut promu à la tête de la Direction des Affaires juives du Service de Sécurité SS (SD), avec l'objectif de soutenir plus efficacement l'émigration et le développement sionistes.

Le journal officiel SS, *Das Schwarze Korps*, proclama son appui au sionisme dans une page éditoriale en mai 1935 : «Le temps pourrait ne plus être très éloigné, où la Palestine pourra à nouveau recevoir ses fils égarés pendant

plus d'un millier d'années. Nos meilleurs voeux, joints la bienveillance officielle, les accompagnent.» Quatre mois plus tard, un article similaire parut dans le journal SS :

La reconnaissance du judaïsme comme une communauté raciale basée sur le sang et non sur la religion conduit le gouvernement allemand à garantir sans réserves la séparation raciale de cette communauté. Le gouvernement se trouve en parfait accord avec le grand mouvement spirituel à l'intérieur du judaïsme, nommé sionisme, avec sa reconnaissance de la solidarité juive dans le monde et dans son rejet de toute notion assimilationniste. Sur cette base, l'Allemagne prend des mesures qui joueront sûrement un rôle significatif dans le futur, pour la prise en main du problème juif dans le monde. Une des plus importantes compagnies maritimes allemandes ouvrit une ligne directe entre Hambourg et Haïfa en Palestine, en octobre 1933, fournissant «de la nourriture strictement kasher sur ses bateaux, sous la supervision du Rabbinat de Hambourg.»

Avec l'appui officiel, les sionistes travaillèrent infatigablement à «rééduquer» les juifs d'Allemagne. Comme l'écrivit l'écrivain américain Francis Nicosia dans son étude en 1985, *Le Troisième Reich et la question de Palestine* : «Les sionistes furent encouragés à délivrer leur message à la communauté juive, à collecter de l'argent, à montrer des films sur la Palestine, et d'une manière générale à éduquer les juifs allemands à propos de la Palestine. Il y eut une pression considérable pour enseigner aux juifs en Allemagne à cesser de s'identifier aux Allemands et à éveiller en eux une nouvelle identité nationale juive.»

Dans une interview après la guerre, l'ancien dirigeant de la Fédération sioniste d'Allemagne, le Dr Hans Friedenthal, résuma le situation : «La Gestapo fit tout pour encourager l'immigration pendant cette période, particulièrement vers la Palestine. Nous reçûmes souvent son aide lorsque nous demandions quelque chose à d'autres autorités, concernant des préparatifs pour l'immigration.»

Au Congrès du Parti National-socialiste en septembre 1935, le Reichstag adopta les lois dites «de Nuremberg», qui interdisaient les mariages et les relations sexuelles entre juifs et Allemands, et de fait, proclamaient que les juifs étaient une minorité nationale étrangère. Quelques jours plus tard l'éditorial du journal sioniste *Jüdische Rundschau* faisait bon accueil aux nouvelles mesures :

> L'Allemagne ... rejoint les demandes du Congrès sioniste Mondial lorsqu'elle déclare que les juifs vivant à présent en Allemagne sont une minorité nationale. Maintenant que les juifs ont été classés comme une minorité nationale il est à nouveau possible d'établir des relations normales entre la nation allemande et le judaïsme. Les nouvelles lois donnent à la minorité juive en Allemagne sa propre vie culturelle, sa propre vie nationale. Dans le futur elle sera capable d'ouvrir ses propres écoles, son propre théâtre, et ses propres associations sportives. En résumé, elle peut créer son propre avenir dans tous les aspects de la vie nationale ...
>
> L'Allemagne a donné à la minorité juive l'opportunité de vivre pour elle-même, et lui offre la protection de l'Etat pour cette vie séparée de la minorité juive : le processus de croissance du judaïsme à l'intérieur d'une nation sera de ce fait encouragé et une contribution sera apportée à l'établissement de relations plus supportables entre les deux nations.

Georg Kareski, dirigeant de l'Organisation d'Etat sioniste «Révisionniste» et de la Ligue Culturelle juive, et ancien dirigeant de la communauté juive de

Berlin, déclara dans une interview dans le quotidien berlinois Der Angriff à la fin de 1935 :

> Depuis de nombreuses années j'ai considéré la séparation complète des affaires culturelles des deux peuples comme une condition préalable pour vivre ensemble sans conflit ... J'ai recommandé depuis longtemps une telle séparation, montrant qu'elle est fondée sur le respect pour la nationalité étrangère. Les lois de Nuremberg ... me paraissent, mis à part leurs aspects légaux, se conformer entièrement à ce désir d'une vie séparée, basée sur le respect mutuel. ... Cette interruption du processus de dissolution dans de nombreuses communautés juives, qui avait été encouragé par les mariages mixtes, est par conséquent, d'un point de vue juif, entièrement bienvenue.

Stephen Wise

Les dirigeants sionistes dans d'autres pays firent écho à ces vues. Stephen S. Wise, président du Congrès juif Américain et du Congrès juif Mondial, déclara lors d'un rassemblement à New York en juin 1938 : «Je ne suis pas un citoyen américain de religion juive, je suis un juif ... Hitler avait raison pour une chose : il appelle le peuple juif une race, et nous sommes une race.»

Le spécialiste des Affaires juives du Ministère de l'Intérieur, le Dr Bernhard Lösener, exprima son soutien au sionisme dans un article qui parut dans une édition de novembre 1935 du bulletin officiel de l'Administration du Reich :

> Si les juifs avaient déjà leur propre état dans lequel la majorité d'entre eux était installée, alors la question juive pourrait être considérée comme complètement résolue aujourd'hui, et aussi pour les juifs eux-mêmes. La plus faible opposition aux idées contenues dans les lois de Nuremberg s'est rencontrée chez les sionistes, parce qu'ils ont immédiatement réalisé que ces lois représentent la seule solution correcte pour le peuple juif lui-même. Car chaque nation doit avoir son propre état comme expression extérieure de son propre esprit national.

En coopération avec les autorités allemandes, les groupes sionistes organisèrent un réseau de quelques quarante camps et centres agricoles à travers l'Allemagne, où de futurs colons furent entraînés pour leurs nouvelles vies en Palestine. Bien que les lois de Nuremberg interdisaient aux juifs d'utiliser le drapeau allemand, les juifs se virent garantir le droit d'utiliser la bannière nationale juive, bleue et blanche. Le drapeau qui serait un jour adopté par l'Etat d'Israël flotta sur les camps et les centres sionistes dans l'Allemagne d'Hitler.

Le service de sécurité de Himmler coopéra avec la Haganah, l'organisation militaire sioniste secrète en Palestine. L'agence SS rétribua financièrement le représentant de la Haganah, Feivel Polkes, pour ses informations sur la situation en Palestine et pour son aide dans l'organisation de l'immigration juive vers ce pays. [Feivel Polkes eut même une entrevue avec l'officier SS Adolf Eichmann, à Berlin le 26 février 1937, NDT.] Cependant, la Haganah était tenue informée des plans allemands par un espion qu'elle réussit à implanter dans le Quartier Général de la SS à Berlin. La collaboration Haganah-SS inclut même la livraison secrète d'armes allemandes aux colons juifs pour la lutte contre les Arabes de Palestine.

Après le déchaînement de violence et de destruction de la «Nuit de Cristal» en novembre 1938, [selon certains historiens, ce pogrom fut délibérément ordonné par Goebbels, jaloux du contrôle SS sur la politique d'émigration juive,

NDT], la SS aida rapidement l'organisation sioniste à se remettre sur ses pieds et continuer son travail en Allemagne, quoique à présent sous un contrôle plus strict.

Restrictions officielles

L'appui allemand au sionisme n'était pas illimité. Les dirigeants du Gouvernement et du Parti étaient très conscients de la campagne continue menée par les puissantes communautés juives aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et dans d'autres pays, pour mobiliser «leurs» gouvernements et leurs concitoyens contre l'Allemagne. Aussi longtemps que le judaïsme mondial resterait implacablement hostile à l'Allemagne nationale-socialiste, et aussi longtemps que la grande majorité des juifs dans le monde montrerait peu d'enthousiasme pour se réinstaller dans la «Terre promise» sioniste, un Etat juif souverain en Palestine ne «résoudrait» pas réellement la question juive internationale. Au contraire, résonnaient les dirigeants allemands, cela renforcerait immensément cette dangereuse campagne anti-allemande. En conséquence, l'appui allemand au sionisme fut limité à un soutien pour un foyer juif en Palestine, sous contrôle britannique, pas pour un Etat juif souverain.

Un Etat juif en Palestine, déclara le Ministre [allemand] des Affaires Etrangères à des diplomates en juin 1937, ne serait pas dans l'intérêt de l'Allemagne parce qu'il ne serait pas capable d'absorber tous les juifs du monde, mais servirait seulement comme une base de puissance supplémentaire pour le judaïsme international, à peu près de la même manière que Moscou servait comme base pour le Communisme International. Reflétant un certain changement dans la ligne officielle, la presse allemande en 1937 exprima une bien plus grande sympathie pour la résistance arabe palestinienne aux ambitions sionistes, à un moment où la tension et le conflit entre les juifs et les Arabes en Palestine étaient croissants.

Une circulaire du Ministère des Affaires Etrangères du 22 juin 1937 avertissait qu'en dépit de l'appui à la colonisation juive en Palestine, «ce serait néanmoins une erreur de supposer que l'Allemagne soutenait la formation d'une structure d'état en Palestine sous quelque forme de contrôle juif. Au vu de l'agitation anti-allemande du judaïsme international, l'Allemagne ne peut pas approuver [l'idée] que la formation d'un Etat juif en Palestine aiderait le développement pacifique des nations du monde» (...) «La proclamation d'un Etat juif ou d'une Palestine administrée par les juifs», avertissait un mémorandum interne de la section des Affaires juives de la SS, «créerait pour l'Allemagne un nouvel ennemi, qui aurait une profonde influence sur les développements [politiques] au Proche-Orient». Une autre agence SS prédit qu'un Etat juif «travaillerait à apporter une protection spéciale aux minorités juives dans tous les pays, donnant par conséquent une protection légale à l'activité parasite du judaïsme mondial». En janvier 1939, le nouveau ministre des Affaires Etrangères de Hitler, Joachim von Ribbentropp, avertit de même dans une autre circulaire que «l'Allemagne devait considérer la formation d'un Etat juif comme dangereuse», parce que «cela apporterait un accroissement international à la puissance du judaïsme mondial».

Hitler lui-même revit personnellement toute cette question au début de 1938, et en dépit de son vieux scepticisme à propos des ambitions sionistes et de sa crainte que sa politique puisse contribuer à la formation d'un Etat juif, il décida de soutenir l'émigration juive en Palestine encore plus vigoureusement. La perspective de débarrasser l'Allemagne de ses juifs, conclut-il, pesait plus lourd

que les dangers possibles.

Cependant, le gouvernement britannique imposa des restrictions encore plus drastiques à l'immigration juive en Palestine en 1937, 1938 et 1939. En réponse, le service de sécurité SS conclut une alliance secrète avec l'agence clandestine sioniste Mossad le-Aliya Bet pour introduire illégalement les juifs en Palestine. En résultat de cette collaboration intensive, plusieurs convois de bateaux réussirent à atteindre la Palestine malgré les bateaux de guerre britanniques. L'émigration juive, à la fois légale et illégale, [partant] d'Allemagne (incluant l'Autriche à partir de 1938) vers la Palestine, s'accrut dramatiquement en 1938 et 1939. Un autre départ de 10 000 juifs était programmé pour octobre 1939, mais le déclenchement de la guerre mit fin à cet effort. Malgré tout, les autorités allemandes continuèrent à soutenir l'émigration indirecte des juifs vers la Palestine en 1940 et 1941. Même aussi tard qu'en mars 1942, au moins un camp d'entraînement sioniste «kibboutz», officiellement autorisé pour les émigrants potentiels, continua à fonctionner dans l'Allemagne de Hitler.

L'Accord de Transfert

La pièce centrale de la coopération germano-sioniste pendant l'époque hitlérienne fut l'Accord de Transfert, un pacte qui permit à des dizaines de milliers de juifs allemands d'émigrer en Palestine avec leur fortune. L'Accord, également connu sous le nom de Haavara (mot hébreu pour «transfert»), fut conclu en août 1933 après des pourparlers entre des officiels allemands et Chaïm Arlosoroff, Secrétaire Politique de l'Agence juive, centre palestinien de l'Organisation sioniste Internationale.

Par cet arrangement inhabituel, chaque juif en partance pour la Palestine déposait de l'argent sur un compte spécial en Allemagne. L'argent était utilisé pour acheter du matériel agricole de fabrication allemande, des matériaux de construction, des pompes, des engrais, etc, qui étaient exportés en Palestine et vendus par la compagnie juive du Haavara à Tel-Aviv. L'argent des ventes était donné à l'émigrant juif à son arrivée en Palestine, avec un montant correspondant à son dépôt en Allemagne. Les marchandises allemandes se déversèrent sur la Palestine par l'intermédiaire du Haavara, qui fut complété peu de temps après par un accord de troc, par lequel des oranges de Palestine furent échangées contre du bois de construction, des automobiles, des machines agricoles, et d'autres marchandises allemandes. Ainsi l'Accord servit le projet sioniste d'amener des colons juifs et des capitaux en Palestine, tout en servant simultanément le but allemand de libérer le pays [allemand] d'un groupe étranger indésirable.

Les délégués du Congrès sioniste de Prague en 1933 débattirent vigoureusement des mérites de l'Accord. Certains craignaient que le pacte ne sape le boycott économique international des juifs contre l'Allemagne. Mais les officiels sionistes rassurèrent le Congrès. Sam Cohen, une figure-clé de l'Accord du Haavara, assura que l'Accord n'était pas économiquement avantageux pour l'Allemagne. Arthur Ruppin, un spécialiste de l'émigration de l'Organisation sioniste, qui avait aidé à négocier le pacte, souligna que «l'Accord de Transfert n'interférait en aucune manière avec le mouvement de boycott, car aucune nouvelle devise n'entrerait en Allemagne en résultat de l'Accord ...». Le Congrès sioniste de 1935, qui eut lieu en Suisse, approuva massivement le pacte. En 1936, l'Agence juive (le «gouvernement clandestin» sioniste en Palestine) prit le contrôle direct du Haavara, qui resta en vigueur jusqu'à ce que la Deuxième

Guerre Mondiale oblige à l'abandonner.

Certains officiels allemands s'opposèrent à l'arrangement. Le Consul Général d'Allemagne à Jérusalem, Hans Döhle, par exemple, critiqua sévèrement l'Accord en plusieurs occasions pendant l'année 1937. Il souligna que cela coûtait à l'Allemagne les échanges extérieurs que les produits exportés en Palestine par le moyen du pacte, pourraient rapporter s'ils étaient vendus ailleurs. Le monopole du Haavara sur la vente de marchandises allemandes en Palestine par l'intermédiaire de l'Agence juive mécontentait naturellement les hommes d'affaires allemands, ainsi que les Arabes. L'appui officiel allemand au sionisme pouvait conduire à perdre des marchés dans le monde arabe. Le gouvernement britannique était aussi mécontent de l'arrangement. Un bulletin interne du Ministère allemand des Affaires Etrangères en juin 1937 faisait allusion aux «sacrifices des échanges extérieurs» qui résultaient du Haavara.

Un mémorandum interne de décembre 1937 du Ministère allemand de l'Intérieur revoyait l'impact de l'Accord de Transfert : «Il n'y a pas de doute que l'arrangement du Haavara a contribué très significativement au développement très rapide de la Palestine depuis 1933. L'Accord n'a pas seulement fourni la plus grande source d'argent (depuis l'Allemagne !), mais aussi le groupe d'immigrants le plus intelligent, et finalement il a apporté au pays les machines et les produits industriels essentiels pour son développement ». Le principal avantage du pacte, disait le mémorandum, était l'émigration de groupes importants de juifs en Palestine, l'objectif le plus désirable du point de vue de l'Allemagne. Mais le rapport notait aussi les importants inconvénients soulignés par le Consul Döhle et par d'autres. Le Ministre de l'Intérieur, continuait le texte, avait conclu que les désavantages de l'Accord dépassaient à présent les avantages, et que par conséquent, il fallait y mettre fin.

Un seul homme pouvait résoudre la controverse. Hitler revit personnellement cette politique en juillet et septembre 1937, et à nouveau en janvier 1938, et à chaque fois décida de maintenir l'arrangement du Haavara. L'objectif de libérer l'Allemagne de la présence des juifs, conclut-il, justifiait les inconvénients.

Le Ministère de l'Economie du Reich aida à organiser une autre compagnie de transfert, l'Agence d'Investissement et de Commerce International, ou Intria, par laquelle les juifs des pays étrangers pouvaient aider les juifs allemands à émigrer en Palestine. Presque 900 000 dollars furent finalement transférés aux juifs allemands en Palestine par l'intermédiaire de l'Intria. D'autres pays européens, impatients d'encourager l'émigration juive, conclurent des accords avec les sionistes, sur le modèle du Haavara. En 1937 la Pologne autorisa [la création de] la compagnie de transfert Halifin (mot hébreu pour «échange»). A la fin de l'été 1939, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Hongrie et l'Italie avaient signé des arrangements similaires. Le déclenchement de la guerre en septembre 1939, empêcha cependant la mise en oeuvre à grande échelle de ces accords.

Les réalisations du Haavara

Entre 1933 et 1941, quelques 60 000 juifs allemands émigrèrent en Palestine avec l'aide du Haavara et d'autres arrangements germano-sionistes, c'est-à-dire à peu près 10% de la population juive de l'Allemagne de 1933. (Ces juifs allemands formaient environ 15% de la population juive de Palestine en 1939.) Certains émigrants du Haavara transférèrent des fortunes personnelles considérables de l'Allemagne vers la Palestine. Comme l'a noté l'historien juif

Edwin Black : «Beaucoup de ces gens, spécialement à la fin des années 30, purent transférer de véritables répliques de leurs maisons et de leurs usines, c'est-à-dire refaire leur vie presque à l'identique».

Le montant total de l'argent transféré d'Allemagne en Palestine par le Haavara entre août 1933 et la fin de 1939 fut de 8,1 millions de livres, soit 139,57 millions de marks allemands (ou l'équivalent de plus de 40 millions de dollars). Ce montant incluait 33,9 millions de marks allemands (13,8 millions de dollars) fournis par la Reichsbank en application de l'Accord.

L'historien Edwin Black a estimé que 70 millions de dollars supplémentaires ont pu être transférés en Palestine par des accords commerciaux corollaires avec l'Allemagne, et des transactions bancaires internationales. Les fonds allemands eurent un impact majeur sur un pays aussi sous-développé que l'était la Palestine dans les années 30, remarque-t-il. Plusieurs entreprises industrielles majeures furent créées avec les capitaux venant d'Allemagne, incluant les entreprises de canalisations «Mekoroth» et de textile «Lodzia». L'afflux des produits et des capitaux du Haavara, conclut Edwin Black, «produisit une explosion économique en Palestine juive» et fut «un facteur indispensable dans la création de l'Etat d'Israël».

L'Accord du Haavara contribua grandement au développement juif en Palestine, et ainsi, indirectement, à la fondation de l'Etat d'Israël. Un bulletin de janvier 1939 du Ministère allemand des Affaires Etrangères rapportait, avec quelque inquiétude, que «le transfert de propriétés juives en-dehors d'Allemagne [par l'Accord du Haavara] contribuait d'une manière non négligeable à la construction d'un Etat juif en Palestine».

D'anciens officiels de la compagnie du Haavara en Palestine confirmèrent ces vues dans une étude détaillée de l'Accord de Transfert, publiée en 1972 : «L'activité économique rendue possible par l'afflux de capitaux allemands et les transferts du Haavara aux secteurs privé et public, furent de la plus grande importance pour le développement du pays. De nombreuses industries nouvelles et d'entreprises commerciales s'établirent en Palestine juive, et de nombreuses entreprises qui sont extrêmement importantes, encore aujourd'hui, pour l'économie de l'Etat d'Israël, doivent leur existence au Haavara». Le Dr Ludwig Pinner, un représentant du Haavara à Tel-Aviv pendant les années 30, commenta plus tard que les immigrants exceptionnellement compétents du Haavara «contribuèrent de manière décisive» au développement économique, social, culturel et éducatif de la communauté juive de Palestine.

L'Accord de Transfert fut l'exemple le plus extrême de la coopération entre l'Allemagne de Hitler et le sionisme international. Par cet accord, le Troisième Reich de Hitler fit plus que tout autre gouvernement pendant les années 30 pour soutenir le développement juif en Palestine.

Les sionistes proposent une alliance militaire avec Hitler

Au début de janvier 1941, une petite mais importante organisation sioniste soumit une proposition formelle aux diplomates allemands à Beyrouth, en vue d'une alliance politico- militaire avec l'Allemagne en guerre. La proposition fut faite par le groupe clandestin extrémiste «Combattants pour la Liberté d'Israël», plus connu sous le nom de Lekhi ou Groupe Stern. Son leader, Abraham Stern, avait récemment rompu avec le groupe nationaliste radical «Organisation Militaire Nationale» (Irgoun Zvai Leumi) à propos de l'attitude à tenir envers la

Grande-Bretagne, qui avait efficacement interdit la poursuite de la colonisation juive en Palestine. Stern considérait la Grande-Bretagne comme l'ennemi principal du sionisme.

Cette proposition sioniste proposition «pour la solution de la question juive en Europe et la participation active du NMO [Lekhi] à la guerre aux cotés de l'Allemagne» mérite d'être citée plus en détails :

> Dans leurs discours et déclarations, les principaux dirigeants de l'Allemagne nationale-socialiste ont souvent souligné qu'un Ordre Nouveau en Europe requiert comme préalable une solution radicale de la question juive par l'évacuation («l'Europe libérée des juifs»).
>
> L'évacuation des masses juives d'Europe est une condition préalable pour résoudre la question juive. Cependant, la seule manière de la réaliser totalement est l'installation de ces masses dans la patrie d'origine du peuple juif, la Palestine, et par l'établissement d'un Etat juif dans ses limites historiques.
>
> Le but de l'activité politique, et des années de combat du Mouvement pour la Liberté d'Israël, l'Organisation Militaire Nationale en Palestine (Irgoun Zvai Leumi), est de résoudre le problème juif de cette manière et ainsi de libérer complètement le peuple juif pour toujours.
>
> Le NMO, qui connaît bien la bonne volonté du gouvernement du Reich allemand, et ses représentants, dans le cadre des activités sionistes en Allemagne et du programme sioniste d'émigration, est d'avis que :
>
> 1. Des intérêts communs peuvent exister entre un Ordre Nouveau européen basé sur le concept allemand et les véritables aspirations nationales du peuple juif, telles qu'incarnées par le NMO.
>
> 2. La coopération est possible entre la Nouvelle Allemagne et une Judaïté («Hebräertum») nationale-populaire rénovée.
>
> 3. L'établissement de l'Etat juif historique sur une base nationale et totalitaire, et lié par traité au Reich allemand, serait dans l'intérêt du maintien et du renforcement futur de la position et de la puissance de l'Allemagne au Proche-Orient.
>
> Sur la base de ces considérations, et à la condition que le gouvernement du Reich allemand reconnaisse les aspirations nationales du Mouvement pour la Liberté d'Israël, mentionnées ci-dessus, le NMO en Palestine propose de prendre part activement à la guerre aux côtés de l'Allemagne.
>
> Cette proposition du NMO pourrait inclure une activité militaire, politique, et de renseignement à l'intérieur de la Palestine, et après certaines mesures organisationnelles, également en-dehors. En parallèle, les hommes juifs d'Europe seraient entraînés militairement et organisés dans des unités militaires sous la direction et le commandement du NMO. Ils prendraient part à des opérations de combat dans le but de conquérir la Palestine, si un tel front devait s'ouvrir.
>
> La participation indirecte du Mouvement pour la Liberté d'Israël à l'Ordre Nouveau en Europe, déjà dans la phase préparatoire, combinée avec une solution radicalement positive du problème juif européen, sur la base des aspirations nationales, mentionnées ci-dessus, du peuple juif, renforcerait grandement le fondement moral de l'Ordre Nouveau aux yeux de toute l'humanité.
>
> La coopération du Mouvement pour la Liberté d'Israël serait aussi en Accord avec un récent discours du Chancelier du Reich allemand, dans lequel

> Hitler assurait qu'il utiliserait toute combinaison et coalition pour isoler et vaincre l'Angleterre.

Il n'existe pas de traces d'une réponse allemande. Une acceptation était très improbable de toute manière, parce qu'à ce moment la politique allemande était résolument pro-arabe. Il est remarquable que le Groupe Stern chercha à conclure un pacte avec le Troisième Reich à une époque où des bruits selon lesquels Hitler préparait l'extermination des juifs, étaient déjà largement en circulation. Apparemment, soit Abraham Stern ne crut pas à ces bruits, soit il voulait collaborer avec l'ennemi mortel de son peuple pour aider à la formation d'un Etat juif.

Yitzhak Shamir

Un membre important du Lekhi à l'époque où le Groupe fit cette proposition était Yitzhak Shamir, qui plus tard devint Ministre des Affaires Etrangères d'Israël, et ensuite pendant les années 80 et jusqu'en juin 1992, Premier Ministre. En tant que chef des opérations du Lekhi, après la mort de Stern en 1942 [tué par l'Armée britannique, NDT], Shamir organisa de nombreuses actions terroristes, incluant l'assassinat du Ministre britannique du Moyen-Orient, Lord Moyne, en novembre 1944, et le meurtre du médiateur suédois des Nations Unies, le comte Bernadotte, en septembre 1948.

Des années plus tard, lorsque Shamir fut interrogé sur la proposition [faite aux Allemands] de 1941, il confirma qu'il était au courant de la proposition d'alliance faite par son organisation, avec l'Allemagne en guerre.

Conclusion

En dépit de l'hostilité fondamentale entre le régime de Hitler et le judaïsme international, pendant plusieurs années les intérêts des sionistes juifs et des Nationaux-socialistes allemands coïncidèrent. En collaborant avec les sionistes en vue d'une solution humaine et mutuellement désirable à un problème complexe, le Troisième Reich consentait à sacrifier des échanges extérieurs, à détériorer ses relations avec la Grande-Bretagne, et à mécontenter les Arabes. En effet, durant les années 30 aucune nation ne fit plus que l'Allemagne de Hitler en faveur des objectifs lointains des sionistes juifs.

Journal of Historical Review 13/4, (May-June 1993), 29ff. Les notes en bas de page de Mark Weber ont été supprimées du texte reproduit ci-dessus. L'article complet est disponible ci-dessous, et sur le site de l'IHR. Pour d'autres informations sur ce sujet, voir l'étude d'Ingrid Weckert sur l'émigration juive hors du Troisième Reich, disponible au CODOH.

GGB REPRINTS

Zionism and the Third Reich

by **Mark Weber**

Early in 1935, a passenger ship bound for Haifa in Palestine left the German port of Bremerhaven. Its stern bore the Hebrew letters for its name, "Tel Aviv," while a swastika banner fluttered from the mast. And although the ship was Zionist-owned, its captain was a National Socialist Party member. Many years later a traveler aboard the ship recalled this symbolic combination as a "metaphysical absurdity."1 Absurd or not, this is but one vignette from a little-known chapter of history: The wide-ranging collaboration between Zionism and Hitler's Third Reich.

Common Aims

Over the years, people in many different countries have wrestled with the "Jewish question": that is, what is the proper role of Jews in non-Jewish society? During the 1930s, Jewish Zionists and German National Socialists shared similar views on how to deal with this perplexing issue. They agreed that Jews and Germans were distinctly different nationalities, and that Jews did not belong in Germany. Jews living in the Reich were therefore to be regarded not as "Germans of the Jewish faith," but rather as members of a separate national community. Zionism (Jewish nationalism) also implied an obligation by Zionist Jews to resettle in Palestine, the "Jewish homeland." They could hardly regard themselves as sincere Zionists and simultaneously claim equal rights in Germany or any other "foreign" country.

Theodor Herzl (1860-1904), the founder of modern Zionism, maintained that anti-Semitism is not an aberration, but a natural and completely understandable response by non-Jews to alien Jewish behavior and attitudes. The only solution, he argued, is for Jews to recognize reality and live in a separate state of their own. "The Jewish question exists wherever Jews live in noticeable numbers," he wrote in his most influential work, The Jewish State. "Where it does not exist, it is brought in by arriving Jews ... I believe I understand anti-Semitism, which is a very complex phenomenon. I consider this development as a Jew, without hate or fear." The Jewish question, he maintained, is not social or religious. "It is a national question. To solve it we must, above all, make it an international political issue ..." Regardless of their citizenship, Herzl insisted, Jews constitute not merely a religious community, but a nationality, a people, a Volk.2 Zionism, wrote Herzl, offered the world a welcome "final solution of the Jewish question."3

Six months after Hitler came to power, the Zionist Federation of Germany (by far the largest Zionist group in the country) submitted a detailed memorandum to the new government that reviewed German-Jewish relations and formally offered Zionist support in "solving" the vexing "Jewish question."

The first step, it suggested, had to be a frank recognition of fundamental national differences: 4

> Zionism has no illusions about the difficulty of the Jewish condition, which consists above all in an abnormal occupational pattern and in the fault of an intellectual and moral posture not rooted in one's own tradition. Zionism recognized decades ago that as a result of the assimilationist trend, symptoms of deterioration were bound to appear ...
>
> Zionism believes that the rebirth of the national life of a people, which is now occurring in Germany through the emphasis on its Christian and national character, must also come about in the Jewish national group. For the Jewish people, too, national origin, religion, common destiny and a sense of its uniqueness must be of decisive importance in the shaping of its existence. This means that the egotistical individualism of the liberal era must be overcome and replaced with a sense of community and collective responsibility ...
>
> We believe it is precisely the new [National Socialist] Germany that can, through bold resoluteness in the handling of the Jewish question, take a decisive step toward overcoming a problem which, in truth, will have to be dealt with by most European peoples ...
>
> Our acknowledgment of Jewish nationality provides for a clear and sincere relationship to the German people and its national and racial realities. Precisely because we do not wish to falsify these fundamentals, because we, too, are against mixed marriage and are for maintaining the purity of the Jewish group and reject any trespasses in the cultural domain, we -- having been brought up in the German language and German culture -- can show an interest in the works and values of German culture with admiration and internal sympathy ...
>
> For its practical aims, Zionism hopes to be able to win the collaboration of even a government fundamentally hostile to Jews, because in dealing with the Jewish question not sentimentalities are involved but a real problem whose solution interests all peoples and at the present moment especially the German people ...
>
> Boycott propaganda -- such as is currently being carried on against Germany in many ways -- is in essence un-Zionist, because Zionism wants not to do battle but to convince and to build ...
>
> We are not blind to the fact that a Jewish question exists and will continue to exist. From the abnormal situation of the Jews severe disadvantages result for them, but also scarcely tolerable conditions for other peoples.

The Federation's paper, the *Jüdische Rundschau* ("Jewish Review"), proclaimed the same message: "Zionism recognizes the existence of a Jewish problem and desires a far-reaching and constructive solution. For this purpose Zionism wishes to obtain the assistance of all peoples, whether pro- or anti-Jewish, because, in its view, we are dealing here with a concrete rather than a sentimental problem, the solution of which all peoples are interested."5 A young Berlin rabbi, Joachim Prinz, who later settled in the United States and became head of the American Jewish Congress, wrote in his 1934 book, *Wir Juden* ("We Jews"), that the National Socialist revolution in Germany meant "Jewry for the Jews." He explained: "No subterfuge can save us now. In place of assimilation we desire a new concept: recognition of the Jewish nation and Jewish race." 6

Active Collaboration

On this basis of their similar ideologies about ethnicity and nationhood, National Socialists and Zionists worked together for what each group believed was in its own national interest. As a result, the Hitler government vigorously supported Zionism and Jewish emigration to Palestine from 1933 until 1940-1941, when the Second World War prevented extensive collaboration.

Even as the Third Reich became more entrenched, many German Jews, probably a majority, continued to regard themselves, often with considerable pride, as Germans first. Few were enthusiastic about pulling up roots to begin a new life in far-away Palestine. Nevertheless, more and more German Jews turned to Zionism during this period. Until late 1938, the Zionist movement flourished in Germany under Hitler. The circulation of the Zionist Federation's bi-weekly *Jüdische Rundschau* grew enormously. Numerous Zionist books were published. "Zionist work was in full swing" in Germany during those years, the *Encyclopaedia Judaica* notes. A Zionist convention held in Berlin in 1936 reflected "in its composition the vigorous party life of German Zionists."7

The SS was particularly enthusiastic in its support for Zionism. An internal June 1934 SS position paper urged active and wide-ranging support for Zionism by the government and the Party as the best way to encourage emigration of Germany's Jews to Palestine. This would require increased Jewish self-awareness. Jewish schools, Jewish sports leagues, Jewish cultural organizations -- in short, everything that would encourage this new consciousness and self-awareness - should be promoted, the paper recommended.8

SS officer Leopold von Mildenstein and Zionist Federation official Kurt Tuchler toured Palestine together for six months to assess Zionist development there. Based on his firsthand observations, von Mildenstein wrote a series of twelve illustrated articles for the important Berlin daily *Der Angriff* that appeared in late 1934 under the heading "A Nazi Travels to Palestine." The series expressed great admiration for the pioneering spirit and achievements of the Jewish settlers. Zionist self-development, von Mildenstein wrote, had produced a new kind of Jew. He praised Zionism as a great benefit for both the Jewish people and the entire world. A Jewish homeland in Palestine, he wrote in his concluding article, "pointed the way to curing a centuries-long wound on the body of the world: the Jewish question." *Der Angriff* issued a special medal, with a Swastika on one side and a Star of David on the other, to commemorate the joint SS-Zionist visit. A few months after the articles appeared, von Mildenstein was promoted to head the Jewish affairs department of the SS security service in order to support Zionist migration and development more effectively. 9

The official SS newspaper, *Das Schwarze Korps*, proclaimed its support for Zionism in a May 1935 front-page editorial: "The time may not be too far off when Palestine will again be able to receive its sons who have been lost to it for more than a thousand years. Our good wishes, together with official goodwill, go with them."10 Four months later, a similar article appeared in the SS paper: 11

The recognition of Jewry as a racial community based on blood and not on religion leads the German government to guarantee without reservation the racial separateness of this community. The government finds itself in complete agreement with the great spiritual movement within Jewry, the so-called Zionism, with its recognition of the solidarity of Jewry around the world and its

rejection of all assimilationist notions. On this basis, Germany undertakes measures that will surely play a significant role in the future in the handling of the Jewish problem around the world.

A leading German shipping line began direct passenger liner service from Hamburg to Haifa, Palestine, in October 1933 providing "strictly kosher food on its ships, under the supervision of the Hamburg rabbinate." 12

With official backing, Zionists worked tirelessly to "reeducate" Germany's Jews. As American historian Francis Nicosia put it in his 1985 survey, The Third Reich and the Palestine Question: "Zionists were encouraged to take their message to the Jewish community, to collect money, to show films on Palestine and generally to educate German Jews about Palestine. There was considerable pressure to teach Jews in Germany to cease identifying themselves as Germans and to awaken a new Jewish national identity in them." 13

In an interview after the war, the former head of the Zionist Federation of Germany, Dr. Hans Friedenthal, summed up the situation:

"The Gestapo did everything in those days to promote emigration, particularly to Palestine. We often received their help when we required anything from other authorities regarding preparations for emigration." 14

> At the September 1935 National Socialist Party Congress, the Reichstag adopted the so-called "Nuremberg laws" that prohibited marriages and sexual relations between Jews and Germans and, in effect, proclaimed the Jews an alien minority nationality. A few days later the Zionist Jüdische Rundschau editorially welcomed the new measures: 15
>
> Germany ... is meeting the demands of the World Zionist Congress when it declares the Jews now living in Germany to be a national minority. Once the Jews have been stamped a national minority it is again possible to establish normal relations between the German nation and Jewry. The new laws give the Jewish minority in Germany its own cultural life, its own national life. In future it will be able to shape its own schools, its own theatre, and its own sports associations. In short, it can create its own future in all aspects of national life ...
>
> Germany has given the Jewish minority the opportunity to live for itself, and is offering state protection for this separate life of the Jewish minority: Jewry's process of growth into a nation will thereby be encouraged and a contribution will be made to the establishment of more tolerable relations between the two nations.

Georg Kareski, the head of both the "Revisionist" Zionist State Organization and the Jewish Cultural League, and former head of the Berlin Jewish Community, declared in an interview with the Berlin daily Der Angriff at the end of 1935: 16

> For many years I have regarded a complete separation of the cultural affairs of the two peoples [Jews and Germans] as a pre-condition for living together without conflict... I have long supported such a separation, provided it is founded on respect for the alien nationality. The Nuremberg Laws ... seem to me, apart from their legal provisions, to conform entirely with this desire for a separate life based on mutual respect... This interruption of the process of dissolution in many Jewish communities, which had been promoted through mixed marriages, is therefore, from a Jewish point of view, entirely welcome.

Zionist leaders in other countries echoed these views. Stephen S. Wise, president of the American Jewish Congress and the World Jewish Congress, told a New York rally in June 1938: "I am not an American citizen of the Jewish faith, I am a Jew... Hitler was right in one thing. He calls the Jewish people a race and we are a race." 17

The Interior Ministry's Jewish affairs specialist, Dr. Bernhard Lösener, expressed support for Zionism in an article that appeared in a November 1935 issue of the official Reichsverwaltungsblatt: 18

If the Jews already had their own state in which the majority of them were settled, then the Jewish question could be regarded as completely resolved today, also for the Jews themselves. The least amount of opposition to the ideas underlying the Nuremberg Laws have been shown by the Zionists, because they realize at once that these laws represent the only correct solution for the Jewish people as well. For each nation must have its own state as the outward expression of its particular nationhood.

In cooperation with the German authorities, Zionist groups organized a network of some forty camps and agricultural centers throughout Germany where prospective settlers were trained for their new lives in Palestine. Although the Nuremberg Laws forbid Jews from displaying the German flag, Jews were specifically guaranteed the right to display the blue and white Jewish national banner. The flag that would one day be adopted by Israel was flown at the Zionist camps and centers in Hitler's Germany. 19

Himmler's security service cooperated with the Haganah, the Zionist underground military organization in Palestine. The SS agency paid Haganah official Feivel Polkes for information about the situation in Palestine and for help in directing Jewish emigration to that country. Meanwhile, the Haganah was kept well informed about German plans by a spy it managed to plant in the Berlin headquarters of the SS.20 Haganah-SS collaboration even included secret deliveries of German weapons to Jewish settlers for use in clashes with Palestinian Arabs. 21

In the aftermath of the November 1938 "Kristallnacht" outburst of violence and destruction, the SS quickly helped the Zionist organization to get back on its feet and continue its work in Germany, although now under more restricted supervision. 22

Official Reservations

German support for Zionism was not unlimited. Government and Party officials were very mindful of the continuing campaign by powerful Jewish communities in the United States, Britain and other countries to mobilize "their" governments and fellow citizens against Germany. As long as world Jewry remained implacably hostile toward National Socialist Germany, and as long as the great majority of Jews around the world showed little eagerness to resettle in the Zionist "promised land," a sovereign Jewish state in Palestine would not really "solve" the international Jewish question. Instead, German officials reasoned, it would immeasurably strengthen this dangerous anti-German campaign. German backing for Zionism was therefore limited to support for a Jewish homeland in Palestine under British control, not a sovereign Jewish state. 23

A Jewish state in Palestine, the Foreign Minister informed diplomats in June 1937, would not be in Germany's interest because it would not be able to absorb all Jews around the world, but would only serve as an additional power base for international Jewry, in much the same way as Moscow served as a base for international Communism.24 Reflecting something of a shift in official policy, the German press expressed much greater sympathy in 1937 for Palestinian Arab resistance to Zionist ambitions, at a time when tension and conflict between Jews and Arabs in Palestine was sharply increasing. 25

A Foreign Office circular bulletin of June 22, 1937, cautioned that in spite of support for Jewish settlement in Palestine, "it would nevertheless be a mistake to assume that Germany supports the formation of a state structure in Palestine under some form of Jewish control. In view of the anti-German agitation of international Jewry, Germany cannot agree that the formation of a Palestine Jewish state would help the peaceful development of the nations of the world."26 "The proclamation of a Jewish state or a Jewish-administrated Palestine," warned an internal memorandum by the Jewish affairs section of the SS, "would create for Germany a new enemy, one that would have a deep influence on developments in the Near East." Another SS agency predicted that a Jewish state "would work to bring special minority protection to Jews in every country, therefore giving legal protection to the exploitation activity of world Jewry."27 In January 1939, Hitler's new Foreign Minister, Joachim von Ribbentrop, likewise warned in another circular bulletin that "Germany must regard the formation of a Jewish state as dangerous" because it "would bring an international increase in power to world Jewry." 28

Hitler himself personally reviewed this entire issue in early 1938 and, in spite of his long-standing skepticism of Zionist ambitions and misgivings that his policies might contribute to the formation of a Jewish state, decided to support Jewish migration to Palestine even more vigorously. The prospect of ridding Germany of its Jews, he concluded, outweighed the possible dangers. 29

Meanwhile, the British government imposed ever more drastic restrictions on Jewish immigration into Palestine in 1937, 1938 and 1939. In response, the SS security service concluded a secret alliance with the clandestine Zionist agency Mossad le-Aliya Bet to smuggle Jews illegally into Palestine. As a result of this intensive collaboration, several convoys of ships succeeded in reaching Palestine past British gunboats. Jewish migration, both legal and illegal, from Germany (including Austria) to Palestine increased dramatically in 1938 and 1939. Another 10,000 Jews were scheduled to depart in October 1939, but the outbreak of war in September brought the effort to an end. All the same, German authorities continued to promote indirect Jewish emigration to Palestine during 1940 and 1941. 30 Even as late as March 1942, at least one officially authorized Zionist "kibbutz" training camp for potential emigrants continued to operate in Hitler's Germany. 31

The Transfer Agreement

The centerpiece of German-Zionist cooperation during the Hitler era was the Transfer Agreement, a pact that enabled tens of thousands of German Jews to migrate to Palestine with their wealth. The Agreement, also known as the Haavara (Hebrew for "transfer"), was concluded in August 1933 following talks between German officials and Chaim Arlosoroff, Political Secretary of the Jewish Agency, the Palestine center of the World Zionist Organization. 32

Through this unusual arrangement, each Jew bound for Palestine deposited money in a special account in Germany. The money was used to purchase German-made agricultural tools, building materials, pumps, fertilizer, and so forth, which were exported to Palestine and sold there by the Jewish-owned Haavara company in Tel-Aviv. Money from the sales was given to the Jewish emigrant upon his arrival in Palestine in an amount corresponding to his deposit in Germany. German goods poured into Palestine through the Haavara, which was supplemented a short time later with a barter agreement by which Palestine oranges were exchanged for German timber, automobiles, agricultural machinery, and other goods. The Agreement thus served the Zionist aim of bringing Jewish settlers and development capital to Palestine, while simultaneously serving the German goal of freeing the country of an unwanted alien group.

Delegates at the 1933 Zionist Congress in Prague vigorously debated the merits of the Agreement. Some feared that the pact would undermine the international Jewish economic boycott against Germany. But Zionist officials reassured the Congress. Sam Cohen, a key figure behind the Haavara arrangement, stressed that the Agreement was not economically advantageous to Germany. Arthur Ruppin, a Zionist Organization emigration specialist who had helped negotiate the pact, pointed out that "the Transfer Agreement in no way interfered with the boycott movement, since no new currency will flow into Germany as a result of the agreement..." 33 The 1935 Zionist Congress, meeting in Switzerland, overwhelmingly endorsed the pact. In 1936, the Jewish Agency (the Zionist "shadow government" in Palestine) took over direct control of the Ha'avara, which remained in effect until the Second World War forced its abandonment.

Some German officials opposed the arrangement. Germany's Consul General in Jerusalem, Hans Döhle, for example, sharply criticized the Agreement on several occasions during 1937. He pointed out that it cost Germany the foreign exchange that the products exported to Palestine through the pact would bring if sold elsewhere. The Haavara monopoly sale of German goods to Palestine through a Jewish agency naturally angered German businessmen and Arabs there. Official German support for Zionism could lead to a loss of German markets throughout the Arab world. The British government also resented the arrangement.34 A June 1937 German Foreign Office internal bulletin referred to the "foreign exchange sacrifices" that resulted from the Haavara. 35

A December 1937 internal memorandum by the German Interior Ministry reviewed the impact of the Transfer Agreement: "There is no doubt that the Haavara arrangement has contributed most significantly to the very rapid development of Palestine since 1933. The Agreement provided not only the largest source of money (from Germany!), but also the most intelligent group of immigrants, and finally it brought to the country the machines and industrial products essential for development." The main advantage of the pact, the memo reported, was the emigration of large numbers of Jews to Palestine, the most desirable target country as far as Germany was concerned. But the paper also noted the important drawbacks pointed out by Consul Döhle and others. The Interior Minister, it went on, had concluded that the disadvantages of the agreement now outweighed the advantages and that, therefore, it should be terminated. 36

Only one man could resolve the controversy. Hitler personally reviewed the policy in July and September 1937, and again in January 1938, and each time

decided to maintain the Haavara arrangement. The goal of removing Jews from Germany, he concluded, justified the drawbacks. 37

The Reich Economics Ministry helped to organize another transfer company, the International Trade and Investment Agency, or Intria, through which Jews in foreign countries could help German Jews emigrate to Palestine. Almost $900,000 was eventually channeled through the Intria to German Jews in Palestine.38 Other European countries eager to encourage Jewish emigration concluded agreements with the Zionists modeled after the Ha'avara. In 1937 Poland authorized the Halifin (Hebrew for "exchange") transfer company. By late summer 1939, Czechoslovakia, Romania, Hungary and Italy had signed similar arrangements. The outbreak of war in September 1939, however, prevented large-scale implementation of these agreements. 39

Achievements of Haavara

Between 1933 and 1941, some 60,000 German Jews emigrated to Palestine through the Ha'avara and other German-Zionist arrangements, or about ten percent of Germany's 1933 Jewish population. (These German Jews made up about 15 percent of Palestine's 1939 Jewish population.) Some Ha'avara emigrants transferred considerable personal wealth from Germany to Palestine. As Jewish historian Edwin Black has noted: "Many of these people, especially in the late 1930s, were allowed to transfer actual replicas of their homes and factories -- indeed rough replicas of their very existence."40

The total amount transferred from Germany to Palestine through the Ha'avara between August 1933 and the end of 1939 was 8.1 million pounds or 139.57 million German marks (then equivalent to more than $40 million). This amount included 33.9 million German marks ($13.8 million) provided by the Reichsbank in connection with the Agreement.41

Historian E. Black has estimated that an additional $70 million may have flowed into Palestine through corollary German commercial agreements and special international banking transactions. The German funds had a major impact on a country as underdeveloped as Palestine was in the 1930s, he pointed out. Several major industrial enterprises were built with the capital from Germany, including the Mekoroth waterworks and the Lodzia textile firm. The influx of Ha'avara goods and capital, concluded Black, "produced an economic explosion in Jewish Palestine" and was "an indispensable factor in the creation of the State of Israel."42

The Ha'avara agreement greatly contributed to Jewish development in Palestine and thus, indirectly, to the foundation of the Israeli state. A January 1939 German Foreign Office circular bulletin reported, with some misgiving, that "the transfer of Jewish property out of Germany [through the Ha'avara agreement] contributed to no small extent to the building of a Jewish state in Palestine."43

Former officials of the Ha'avara company in Palestine confirmed this view in a detailed study of the Transfer Agreement published in 1972: "The economic activity made possible by the influx German capital and the Haavara transfers to the private and public sectors were of greatest importance for the country's development. Many new industries and commercial enterprises were established in Jewish Palestine, and numerous companies that are enormously important even today in the economy of the State of Israel owe their existence to the

Haavara."44 Dr. Ludwig Pinner, a Ha'avara company official in Tel Aviv during the 1930s, later commented that the exceptionally competent Ha'avara immigrants "decisively contributed" to the economic, social, cultural and educational development of Palestine's Jewish community.45

The Transfer Agreement was the most far-reaching example of cooperation between Hitler's Germany and international Zionism. Through this pact, Hitler's Third Reich did more than any other government during the 1930s to support Jewish development in Palestine.

Zionists Offer a Military Alliance With Hitler

In early January 1941 a small but important Zionist organization submitted a formal proposal to German diplomats in Beirut for a military-political alliance with wartime Germany. The offer was made by the radical underground "Fighters for the Freedom of Israel," better known as the Lehi or Stern Gang. Its leader, Avraham Stern, had recently broken with the radical nationalist "National Military Organization" (Irgun Zvai Leumi) over the group's attitude toward Britain, which had effectively banned further Jewish settlement of Palestine. Stern regarded Britain as the main enemy of Zionism.

This remarkable Zionist proposal "for the solution of the Jewish question in Europe and the active participation of the NMO [Lehi] in the war on the side of Germany" is worth quoting at some length:46

> In their speeches and statements, the leading statesmen of National Socialist Germany have often emphasized that a New Order in Europe requires as a prerequisite a radical solution of the Jewish question by evacuation. ("Jew-free Europe")
>
> The evacuation of the Jewish masses from Europe is a precondition for solving the Jewish question. However, the only way this can be totally achieved is through settlement of these masses in the homeland of the Jewish people, Palestine, and by the establishment of a Jewish state in its historical boundaries.
>
> The goal of the political activity and the years of struggle by the Israel Freedom Movement, the National Military Organization in Palestine (Irgun Zvai Leumi), is to solve the Jewish problem in this way and thus completely liberate the Jewish people forever.
>
> The NMO, which is very familiar with the good will of the German Reich government and its officials towards Zionist activities within Germany and the Zionist emigration program, takes that view that:
>
> 1. Common interests can exist between a European New Order based on the German concept and the true national aspirations of the Jewish people as embodied by the NMO.
>
> 2. Cooperation is possible between the New Germany and a renewed, folkish-national Jewry [Hebr_ertum].
>
> 3. The establishment of the historical Jewish state on a national and totalitarian basis, and bound by treaty with the German Reich, would be in the interest of maintaining and strengthening the future German position of power in the Near East.
>
> On the basis of these considerations, and upon the condition that the German Reich government recognize the national aspirations of the Israel

> Freedom Movement mentioned above, the NMO in Palestine offers to actively take part in the war on the side of Germany.
>
> This offer by the NMO could include military, political and informational activity within Palestine and, after certain organizational measures, outside as well. Along with this the Jewish men of Europe would be militarily trained and organized in military units under the leadership and command of the NMO. They would take part in combat operations for the purpose of conquering Palestine, should such a front by formed.
>
> The indirect participation of the Israel Freedom Movement in the New Order of Europe, already in the preparatory stage, combined with a positive-radical solution of the European Jewish problem on the basis of the national aspirations of the Jewish people mentioned above, would greatly strengthen the moral foundation of the New Order in the eyes of all humanity.
>
> The cooperation of the Israel Freedom Movement would also be consistent with a recent speech by the German Reich Chancellor, in which Hitler stressed that he would utilize any combination and coalition in order to isolate and defeat England.

There is no record of any German response. Acceptance was very unlikely anyway because by this time German policy was decisively pro-Arab.47 Remarkably, Stern's group sought to conclude a pact with the Third Reich at a time when stories that Hitler was bent on exterminating Jews were already in wide circulation. Stern apparently either did not believe the stories or he was willing to collaborate with the mortal enemy of his people to help bring about a Jewish state. 48

An important Lehi member at the time the group made this offer was Yitzhak Shamir, who later served as Israel's Foreign Minister and then, during much of the 1980s and until June 1992, as Prime Minister. As Lehi operations chief following Stern's death in 1942, Shamir organized numerous acts of terror, including the November 1944 assassination of British Middle East Minister Lord Moyne and the September 1948 slaying of Swedish United Nations mediator Count Bernadotte. Years later, when Shamir was asked about the 1941 offer, he confirmed that he was aware of his organization's proposed alliance with wartime Germany. 49

Conclusion

In spite of the basic hostility between the Hitler regime and international Jewry, for several years Jewish Zionist and German National Socialist interests coincided. In collaborating with the Zionists for a mutually desirable and humane solution to a complex problem, the Third Reich was willing to make foreign exchange sacrifices, impair relations with Britain and anger the Arabs. Indeed, during the 1930s no nation did more to substantively further Jewish-Zionist goals than Hitler's Germany.

Notes

1.W. Martini, "Hebr_isch unterm Hakenkreuz," Die Welt (Hamburg), Jan. 10, 1975. Cited in: Klaus Polken, "The Secret Contacts: Zionism and Nazi Germany, 1933-1941," Journal of Palestine Studies, Spring-Summer 1976, p. 65.

2.Quoted in: Ingrid Weckert, Feuerzeichen: Die "Reichskristallnacht" (Tübingen: Grabert, 1981), p. 212. See also: Th. Herzl, The Jewish State (New York: Herzl Press, 1970), pp. 33, 35, 36, and, Edwin Black, The Transfer Agreement (New York: Macmillan, 1984), p. 73.

3.Th. Herzl, "Der Kongress," Welt, June 4, 1897. Reprinted in: Theodor Herzls zionistische Schriften (Leon Kellner, ed.), erster Teil, Berlin: Jüdischer Verlag, 1920, p. 190 (and p. 139).

4.Memo of June 21, 1933, in: L. Dawidowicz, A Holocaust Reader (New York: Behrman, 1976), pp. 150-155, and (in part) in: Francis R. Nicosia, The Third Reich and the Palestine Question (Austin: Univ. of Texas, 1985), p. 42.; On Zionism in Germany before Hitler's assumption of power, see: Donald L. Niewyk, The Jews in Weimar Germany (Baton Rouge: 1980), pp. 94-95, 126-131, 140-143.; F. Nicosia, Third Reich (Austin: 1985), pp. 1-15.

5.Jüdische Rundschau (Berlin), June 13, 1933. Quoted in: Heinz H_hne, The Order of the Death's Head (New York: Ballantine, pb., 1971, 1984), pp. 376-377.

6.Heinz Höhne, The Order of the Death's Head (Ballantine, 1971, 1984), p. 376.

7."Berlin," Encyclopaedia Judaica (New York and Jerusalem: 1971), Vol. 5, p. 648. For a look at one aspect of this "vigorous life," see: J.-C. Horak, "Zionist Film Propaganda in Nazi Germany," Historical Journal of Film, Radio and Television, Vol. 4, No. 1, 1984, pp. 49-58.

8.Francis R. Nicosia, The Third Reich and the Palestine Question (1985), pp. 54-55.; Karl A. Schleunes, The Twisted Road to Auschwitz (Urbana: Univ. of Illinois, 1970, 1990), pp. 178-181.

9.Jacob Boas, "A Nazi Travels to Palestine," History Today (London), January 1980, pp. 33-38.

10.Facsimile reprint of front page of Das Schwarze Korps, May 15, 1935, in: Janusz Piekalkiewicz, Israels Langer Arm (Frankfurt: Goverts, 1975), pp. 66-67. Also quoted in: Heinz H_hne, The Order of the Death's Head (Ballantine, 1971, 1984), p. 377. See also: Erich Kern, ed., Verheimlichte Dokumente (Munich: FZ-Verlag, 1988), p. 184.

11.Das Schwarze Korps, Sept. 26, 1935. Quoted in: F. Nicosia, The Third Reich and the Palestine Question (1985), pp. 56-57.

12.Lenni Brenner, Zionism in the Age of the Dictators (1983), p. 83.

13.F. Nicosia, The Third Reich and the Palestine Question (1985), p. 60. See also: F. Nicosia, "The Yishuv and the Holocaust," The Journal of Modern History (Chicago), Vol. 64, No. 3, Sept. 1992, pp. 533-540.

14.F. Nicosia, The Third Reich and the Palestine Question (1985), p. 57.

15.Jüdische Rundschau, Sept. 17, 1935. Quoted in: Yitzhak Arad, with Y. Gutman and A. Margaliot, eds., Documents on the Holocaust (Jerusalem: Yad Vashem, 1981), pp. 82-83.

16.Der Angriff, Dec. 23, 1935, in: E. Kern, ed., Verheimlichte Dokumente (Munich: 1988), p. 148.; F. Nicosia, Third Reich (1985), p. 56.; L. Brenner, Zionism in the Age of the Dictators (1983), p. 138.; A. Margaliot, "The Reaction...," Yad Vashem Studies (Jerusalem), vol. 12, 1977, pp. 90-91.; On Kareski's remarkable career, see: H. Levine, "A Jewish Collaborator in Nazi Germany," Central European History (Atlanta), Sept. 1975, pp. 251-281.

17."Dr. Wise Urges Jews to Declare Selves as Such," New York Herald Tribune, June 13, 1938, p. 12.

18.F. Nicosia, The Third Reich (1985), p. 53.

19.Lucy Dawidowicz, The War Against the Jews, 1933-1945 (New York: Bantam, pb., 1976), pp. 253-254.; Max Nussbaum, "Zionism Under Hitler," Congress Weekly (New York: American Jewish Congress), Sept. 11, 1942.; F. Nicosia, The Third Reich (1985), pp. 58-60, 217.; Edwin Black, The Transfer Agreement (1984), p. 175.

20.H. H_hne, The Order of the Death's Head (Ballantine, pb., 1984), pp. 380-382.; K. Schleunes, Twisted Road (1970, 1990), p. 226.; Secret internal SS intelligence report about F. Polkes, June 17, 1937, in: John Mendelsohn, ed., The Holocaust (New York: Garland, 1982), vol. 5, pp. 62-64.

21.F. Nicosia, Third Reich (1985), pp. 63-64, 105, 219-220.

22.F. Nicosia, Third Reich (1985), p. 160.

23.This distinction is also implicit in the "Balfour Declaration" of November 1917, in which the British government expressed support for "a national home for the Jewish people" in Palestine, while carefully avoiding any mention of a Jewish state. Referring to the majority Arab population there, the Declaration went on to caution, "...it being clearly understood that nothing shall be done which may prejudice the civil and religious rights of existing non-Jewish communities in Palestine." The complete text of the Declaration is reproduced in facsimile in: Robert John, Behind the Balfour Declaration (IHR, 1988), p. 32.

24.F. Nicosia, Third Reich (1985), p. 121.

25.F. Nicosia, Third Reich (1985), p. 124.

26.David Yisraeli, The Palestine Problem in German Politics 1889-1945 (Bar-Ilan University, Israel, 1974), p. 300.; Also in: Documents on German Foreign Policy, Series D, Vol. 5. Doc. No. 564 or 567.

27.K. Schleunes, The Twisted Road (1970, 1990), p. 209.

28.Circular of January 25, 1939. Nuremberg document 3358-PS. International Military Tribunal, Trial of the Major War Criminals Before the International Military Tribunal (Nuremberg: 1947-1949), vol. 32, pp. 242-243. Nazi Conspiracy and Aggression (Washington, DC: 1946-1948), vol. 6, pp. 92-93.

29.F. Nicosia, Third Reich (1985), pp. 141-144.; On Hitler's critical view of Zionism in Mein Kampf, see esp. Vol. 1, Chap. 11. Quoted in: Robert Wistrich, Hitler's Apocalypse (London: 1985), p. 155.; See also: F. Nicosia, Third Reich (1985), pp. 26-28.; Hitler told his army adjutant in 1939 and again in 1941 that he

had asked the British in 1937 about transferring all of Germany's Jews to Palestine or Egypt. The British rejected the proposal, he said, because it would cause further disorder. See: H. v. Kotze, ed., Heeresadjutant bei Hitler (Stuttgart: 1974), pp. 65, 95.

30.F. Nicosia, Third Reich (1985), pp. 156, 160-164, 166-167.; H. H_hne, The Order of the Death's Head (Ballantine, pb., 1984), pp. 392-394.; Jon and David Kimche, The Secret Roads (London: Secker and Warburg, 1955), pp. 39-43. See also: David Yisraeli, "The Third Reich and Palestine," Middle Eastern Studies, October 1971, p. 347.; Bernard Wasserstein, Britain and the Jews of Europe, 1939-1945 (1979), pp. 43, 49, 52, 60.; T. Kelly, "Man who fooled Nazis," Washington Times, April 28, 1987, pp. 1B, 4B. Based on interview with Willy Perl, author of The Holocaust Conspiracy.

31.Y. Arad, et al., eds., Documents On the Holocaust (1981), p. 155. (The training kibbutz was at Neuendorf, and may have functioned even after March 1942.)

32.On the Agreement in general, see: Werner Feilchenfeld, et al., Haavara-Transfer nach Palaestina (Tübingen: Mohr/Siebeck, 1972).; David Yisraeli, "The Third Reich and the Transfer Agreement," Journal of Contemporary History (London), No. 2, 1971, pp. 129-148.; "Haavara," Encyclopaedia Judaica (1971), vol. 7, pp. 1012-1013.; F. Nicosia, The Third Reich and the Palestine Question (Austin: 1985), pp. 44-49.; Raul Hilberg, The Destruction of the European Jews (New York: Holmes and Meier, 1985), pp. 140-141.; The Transfer Agreement, by Edwin Black, is detailed and useful. However, it contains numerous inaccuracies and wildly erroneous conclusions. See, for example, the review by Richard S. Levy in Commentary, Sept. 1984, pp. 68-71.

33.E. Black, The Transfer Agreement (1984), pp. 328, 337.

34.On opposition to the Haavara in official German circles, see: W. Feilchenfeld, et al., Haavara-Transfer nach Palaestina (1972), pp. 31-33.; D. Yisraeli, "The Third Reich," Journal of Contemporary History, 1971, pp. 136-139.; F. Nicosia, The Third Reich and the Palestine Question, pp. 126-139.; I. Weckert, Feuerzeichen (1981), pp. 226-227.; Rolf Vogel, Ein Stempel hat gefehlt (Munich: Droemer Knaur, 1977), pp. 110 ff.

35.W. Feilchenfeld, et al., Haavara-Transfer (1972), p. 31. Entire text in: David Yisraeli, The Palestine Problem in German Politics 1889-1945 (Israel: 1974), pp. 298-300.

36.Interior Ministry internal memo (signed by State Secretary W. Stuckart), Dec. 17, 1937, in: Helmut Eschwege, ed., Kennzeichen J (Berlin: 1966), pp. 132-136.

37.W. Feilchenfeld, et al, Haavara-Transfer (1972), p. 32.

38.E. Black, Transfer Agreement, pp. 376-377.

39.E. Black, Transfer Agreement (1984), pp. 376, 378.; F. Nicosia, Third Reich (1985), pp. 238-239 (n. 91).

40.E. Black, Transfer Agreement, p. 379.; F. Nicosia, Third Reich, pp. 212, 255 (n. 66).

41.W. Feilchenfeld, et al., Haavara-Transfer, p. 75.; "Haavara," Encyclopaedia

Judaica, (1971), Vol. 7, p. 1013.

42.E. Black, Transfer Agreement, pp. 379, 373, 382.

43.Circular of January 25, 1939. Nuremberg document 3358-PS. International Military Tribunal, Trial of the Major War Criminals Before the International Military Tribunal (Nuremberg: 1947-1949), Vol. 32, pp. 242-243.

44.Werner Feilchenfeld, et al., Haavara-Transfer nach Palaestina (Tübingen: Mohr/Siebeck, 1972). Quoted in: Ingrid Weckert, Feuerzeichen (Tübingen: Grabert, 1981), pp. 222-223.

45.W. Feilchenfeld, et al., Haavara-Transfer nach Palaestina (1972). Quoted in: I. Weckert, Feuerzeichen (1981), p. 224.

46.Original document in German Auswärtiges Amt Archiv, Bestand 47-59, E 224152 and E 234155-58. (Photocopy in author's possession).; Complete original German text published in: David Yisraeli, The Palestine Problem in German Politics 1889-1945 (Israel: 1974), pp. 315-317. See also: Klaus Polkhen, "The Secret Contacts," Journal of Palestine Studies, Spring-Summer 1976, pp. 78-80.; (At the time this offer was made, Stern's Lehi group still regarded itself as the true Irgun/NMO.)

47.Arab nationalists opposed Britain, which then dominated much of the Arab world, including Egypt, Iraq and Palestine. Because Britain and Germany were at war, Germany cultivated Arab support. The leader of Palestine's Arabs, the Grand Mufti of Jerusalem, Haj Amin el-Husseini, worked closely with Germany during the war years. After escaping from Palestine, he spoke to the Arab world over German radio and helped raise Muslim recruits in Bosnia for the Waffen SS.

48.Israel Shahak, "Yitzhak Shamir, Then and Now," Middle East Policy (Washington, DC), Vol. 1, No. 1, (Whole No. 39), 1992, pp. 27-38.; Yehoshafat Harkabi, Israel's Fateful Hour (New York: Harper and Row, 1988), pp. 213-214. Quoted in: Andrew J. Hurley, Israel and the New World Order (Santa Barbara, Calif.: 1991), pp. 93, 208-209.; Avishai Margalit, "The Violent Life of Yitzhak Shamir," New York Review of Books, May 14, 1992, pp. 18-24.; Lenni Brenner, Zionism in the Age of the Dictators (1983), pp. 266-269.; L. Brenner, Jews in America Today (1986), pp. 175-177.; L. Brenner, "Yitzhak Shamir: On Hitler's Side," Arab Perspectives (League of Arab States), March 1984, pp. 11-13.

49.Avishai Margalit, "The Violent Life of Yitzhak Shamir," New York Review of Books, May 14, 1992, pp. 18-24.; Lenni Brenner, Zionism in the Age of the Dictators (1983), pp. 266-269.; L. Brenner, Jews in America Today (1986), pp. 175-177.; L. Brenner, "Skeletons in Shamir's Cupboard," Middle East International, Sept. 30, 1983, pp. 15-16.; Sol Stern, L. Rapoport, "Israel's Man of the Shadows," Village Voice (New York), July 3, 1984, pp. 13 ff.

The Journal for Historical Review (http://www.ihr.org), July/August 1993, Issue: Volume 13, number 4, page 29 ff;

§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§
GGB REPRINTS
La Gazette du Golfe et des banlieues

<http://ggb.0catch.com>